

Développement et Paix en péril

Élisabeth Garant

Numéro 762, janvier–février 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68255ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Garant, É. (2013). Développement et Paix en péril. *Relations*, (762), 5–6.



ronger leur frein. «Quand nous produirons du pétrole, ce sera pour enrichir tous les Québécois», annonce la première ministre.

Malgré ses engagements en faveur d'une augmentation des investissements dans les transports collectifs (prolongement des lignes de métro, voies réservées aux autobus, etc.) et dans la lutte aux changements climatiques, le premier budget Marceau ne contient rien qui puisse permettre de grandes avancées. Dans ce domaine comme dans d'autres, la politique fait bel et bien des gagnants et des perdants, et les péquistes «verts» semblent devoir cette fois-ci passer leur tour, rigueur budgétaire oblige.

L'éventuelle exploitation de ressources pétrolières *made in Quebec* pose par ailleurs la question de la compatibilité de certaines activités économiques hautement problématiques avec des considérations environnementales essentielles. À l'ère des changements climatiques, peut-on effectivement exploiter du pétrole «de façon responsable», comme le veut la formule consacrée? Le nouveau gouvernement péquiste répond d'emblée que oui, avant même d'avoir défini les balises environnementales qui guideraient cette éventuelle exploitation.

La question devrait également rappeler le caractère hautement spéculatif de la prospection pétrolière au Québec. Car jusqu'à présent, aucune étude n'a pu démontrer la présence de réserves qui vailent la peine d'être exploitées. Si nous savons qu'une partie de notre sous-sol renferme bel et bien du pétrole, rien n'a encore permis d'en estimer sérieusement les quantités, ni ce qu'il en coûterait pour l'extraire¹.

Mais plus fondamentalement, la question pétrolière nous interpelle directement sur la façon dont nous concevons collectivement l'avenir économique du Québec. Voulons-nous faire du Québec un producteur de

classe mondiale de ressources naturelles – incluant les hydrocarbures – ou développer une économie verte à forte valeur ajoutée, sobre en carbone et efficace au plan de l'utilisation de l'énergie et des ressources? Pour le moment, la première option semble domi-

ner sans partage le paysage médiatique et politique, malgré un fort soutien social en faveur de la seconde, ce qui laisse présager la poursuite de conflits déchirants au PQ comme dans la société québécoise. ●

Développement et Paix en péril

Ce qui était pourtant un fleuron de la coopération internationale et de l'engagement pour la justice sociale des chrétiens n'est plus que l'ombre de lui-même.

ÉLISABETH GARANT

Depuis 2009, nous assistons à une succession d'événements qui ont mis Développement et Paix (D&P) en péril. Tout a commencé par des accusations insidieuses de la droite chrétienne, particulièrement à travers l'organe LifeSiteNews, contre des projets financés par l'organisme. Malgré une enquête interne de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) apportant un démenti à ces allégations, elles s'invitent à nouveau dans la campagne Carême de partage de 2011, entraînant l'annulation largement dénoncée des conférences que le jésuite mexicain Luis Arriaga devait donner (voir S. Loïselle, «Développement et Paix dans le collimateur», *Relations*, n° 750, août 2011). Au printemps 2012, ce sont les coupes de 30 millions de dollars sur cinq ans faites par le gouvernement Harper qui viennent à leur tour compromettre les projets sur le terrain et le fonctionnement de D&P (voir R. Levac, *Développement et paix en crise*, *Relations*, n° 758, août 2012).

Enfin, à l'automne 2012, les évêques suspendent puis exigent des modifications à la campagne d'éducation à la solidarité internationale élaborée depuis toujours de façon démocratique au sein de l'organisation. Une ingérence qui ne s'explique que par la volonté de certains évêques canadiens d'empêcher toutes les organisations sous leur juridiction d'exprimer publiquement des critiques à l'encontre du gouvernement conservateur.

Derrière cette volonté d'affaiblir D&P se cache aussi une lutte sournoise et, malheureusement, de plus en plus efficace menée contre tout engagement chrétien visant à transformer les structures politiques, économiques et sociales générant des injustices – une voie pourtant encouragée par l'enseignement social de l'Église.

De nombreuses personnes, indignées par ce virage sans précédent, ont pourtant défendu les orientations et les pratiques de l'organisme. Des voix se sont élevées pour dénoncer les silences, les manipulations et la collusion des acteurs de cette saga. Des employés ont remis leur démission et

L'auteure est directrice du Centre justice et foi et de la revue *Relations*

1. Voir à ce sujet H. Séguin, «L'île au trésor», blogue *Choix de société*, sur le site <equiterre.org>, le 8 mai 2012.



des donateurs ont retiré leur appui financier à l'organisme. Mais rien ne semble parvenir à arrêter cette déferlante conservatrice qui veut en finir autant avec un modèle particulier de solidarité internationale qu'avec une vision de «l'Église-peuple de Dieu».

Ce qui arrive à D&P doit être replacé dans une conjoncture ecclésiale, économique et politique où les courants de droite font des gains importants dans leur lutte contre les acquis démocratiques. On assiste à un mépris des structures décisionnelles et consultatives, à un refus de transparence et à une centralisation des décisions. C'est aussi la délibération publique, par laquelle les organisations de la société civile peuvent revendiquer et influencer le gouvernement, qui est compromise. Il faut à cet égard s'inquiéter que l'épiscopat canadien semble de moins en moins tenir compte, lui aussi, des espaces collectifs de débat et intervienne de plus en plus par le biais de rencontres privilégiées avec les élus.

Alors que l'attachement des évêques québécois pour D&P et son action est largement connu, il est inquiétant de constater leur incapacité à mener un débat nécessaire au sein de la CECC et la faiblesse de leurs trop rares interventions publiques. À trop vouloir sauver une apparence d'unité, c'est toute la sensibilité et la vision ecclésiale que le Québec peut encore apporter à l'Église canadienne qui s'en voit amoindrie. L'Assemblée des évêques, qui se réunira en plénière au début du mois de mars prochain, est une ultime chance pour faire front commun en faveur de D&P et tenter de sauver ce qui peut encore l'être.

Par ailleurs, l'épisode de la campagne d'éducation, cet automne, a clairement révélé que les membres du Conseil national – l'instance démocratique dont dispose D&P pour réaliser sa mission –, notamment l'exécutif, ont été incapables de faire face aux attaques et aux tentatives d'ingérence. Le prochain Conseil national aura donc le défi de renouveler ses mem-



bres s'il veut être en mesure d'affronter l'urgence actuelle.

Le mois de mars – pendant lequel se tiendront le Conseil national, le Carême de partage 2013 ainsi que l'assemblée plénière des évêques – sera donc déterminant pour ceux et celles

qui tentent encore de sauver ce qui peut rester de l'héritage, de l'esprit et de l'approche de l'organisme. Mais quoi qu'il arrive, les attentes devront être modestes, car on ne pourra reconstruire à court terme ce qui a été saccagé, ni retrouver toute l'expertise dilapidée. Le drame dont D&P a été le théâtre laisse un organisme en lambeaux et une Église profondément déchirée. ●

Victoire citoyenne à Pointe-Saint-Charles

Après cinq ans de lutte, les citoyens du quartier montréalais obtiennent d'un promoteur immobilier et de la Ville la cession d'un ancien bâtiment du CN.

MARCO SILVESTRO

En 2003, la compagnie ferroviaire Alstom cesse ses activités sur le site de Pointe-Saint-Charles qu'elle loue au Canadien National (CN), où des ateliers ferroviaires existent depuis 125 ans. Deux ans plus tard, une lutte locale s'engage pour contrer la volonté des élites immobilières et étatiques de déménager le Casino de Montréal dans ce secteur, d'y établir un centre de foires et d'ainsi lancer le redéveloppement du secteur du Havre de Montréal. C'était sans compter sur la pugnacité des résidants qui réussissent, aidés de plusieurs alliés, à contrer le projet de casino – mais pas à empêcher la vente des terrains pour un dollar à l'un des plus gros promoteurs immobiliers de Montréal.

À Pointe-Saint-Charles, on a l'expérience des luttes urbaines et le mouvement communautaire est alerte. Dès la fin de la campagne contre le casino, une

Opération populaire d'aménagement est mise en branle afin d'élaborer un plan d'ensemble pour le vaste terrain de 32,5 hectares. Le mouvement sait bien que le propriétaire demandera à la Ville un changement de zonage, ce qui nécessitera des consultations publiques. Lorsque le moment se présente, les résidants du quartier sont prêts: ils ne veulent pas simplement être consultés sur un projet concocté par le propriétaire. Ils ont un plan à proposer et exigent de faire partie du processus de planification urbaine. La Ville cède, organise une consultation publique sur les projets possibles et forme ensuite un «comité de suivi» pour négocier l'aménagement du site.

Dans ce contexte de planification, déjà inusité en raison de la participation des acteurs locaux, apparaît, en 2009, le Collectif 7 à Nous. Formé d'organisations du quartier qui ont besoin de locaux, le collectif s'immisce dans les négociations et réclame la cession

L'auteur est membre du Centre social auto-géré de Pointe-Saint-Charles